



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne

Unité Territoriale 21

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Société SITA FD

Communes de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21270)

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VUS ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le Code de l'environnement, ses titres I^{er} et IV du livre V, et notamment ses articles R. 512-31 et R.512-33 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux ;
- Vu** la lettre du 13 juin 2012 de la DGPR fixant les modalités d'implantation de centrales photovoltaïques sur l'emprise d'installations de stockage de déchets non dangereux ayant cessé de recevoir des déchets ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 août 2004, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 26 et 29 janvier 2010, 18 mars 2014 et 11 décembre 2014, autorisant la société SITA FD à exploiter une ISDD, une plate-forme de compostage, une unité de stabilisation de déchets dangereux et une plate-forme de traitement biologique de terres, gravats, sols pollués et boues, sur le territoire de la commune de DRAMBON (21270) – Ecopôle des Grands Moulins ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 relatif au suivi post-exploitation trentennal des ISDD et ISDND exploitées par la société SITA FD sur le territoire de la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21270) – Ecopôle des Grands Moulins ;

Vu le porter à connaissance du 21 août 2014, complété le 1^{er} avril 2015, de la société SITA FD dans lequel elle sollicite l'autorisation de procéder à l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur les sites des anciennes ISDD et ISDND à PONTAILLER-SUR-SAÔNE et sur l'ISDD de DRAMBON ;

Vu l'étude d'impact réalisée dans le cadre du permis de construire déposé le 19 décembre 2013 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 7 mai 2015 (courrier électronique) à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées sur ce projet par la société SITA FD le 19 mai 2015 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 20 mai 2015 ;

Vu l'avis du 29 juin 2015 du CODERST au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 6 Juillet 2015 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet le 15 juillet 2015 ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de la centrale photovoltaïque n'entraîne pas de nouvel impact ou risque significatif sur l'environnement et les tiers ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de la centrale photovoltaïque ne remet pas en cause les conditions de réaménagements/réhabilitations des décharges et de leur suivi post-exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'une étude, réalisée en février 2014, montre que l'ISDND en post-exploitation ne produit plus de biogaz. De ce fait, les équipements de captage (réseau, puits) et de destruction (torchère) du biogaz ont été démantelés ;

CONSIDÉRANT que la modification apportée n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R.512-33 du Code de l'environnement et que le Préfet peut prendre un arrêté complémentaire « *sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. L'arrêté complémentaire peut fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.* »

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Portée de l'autorisation

La société SITA FD est autorisée, sous réserve du respect du présent arrêté, à procéder ou à faire procéder à la mise en place et à l'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur les dômes :

- une fois réhabilités et réaménagés, de l'ISDD exploitée sur la commune de DRAMBON ;
- des ISDD et ISDND anciennement exploitées sur la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE.

La centrale photovoltaïque est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter à connaissance susvisé et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables et notamment du Code civil, du Code de l'urbanisme, du Code de la construction et de l'habitation et du Code général des collectivités territoriales.

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire.

Article 2 : Descriptions des installations

Les caractéristiques de la centrale photovoltaïque sont :

	Zone nord (Drambon)	Zone sud (Pontallier-sur-Saône)	Total
Surface	10,43 ha	10,47 ha	20,9 ha
Puissance électrique	6,8 MWc	6,5 MWc	13,3 MWc (soit environ 16 GWh/an)
Nombre de panneaux (3*5 m)	2867	2727	5594 (soit 50 346 modules photovoltaïques)
Parcelles cadastrales	266, 267, 269, 270, 271, 272, 273 et 274 – section A02	157, 160, 161, 162, 648 et 65 – section A02	-

Les panneaux, de type silicium polycristallin, sont montés sur des châssis métalliques disposés sur des fondations superficielles hors sol (elles-mêmes implantées sur le toit des décharges), en béton préfabriqué de type « longrines » ou toute autre dispositif équivalent (gabions, ...).

La centrale photovoltaïque comprend 7 postes de conversion (d'une surface unitaire de 20 m² et constitués chacun de 2 onduleurs et d'un transformateur), positionnés en dehors des dômes, et un poste de livraison (d'une surface de 29 m²) positionné à proximité des bassins de lixiviats. Les câbles reliant les panneaux entre eux sont fixés à l'arrière de ceux-ci, puis, les câbles reliant les rangées de panneaux entre elles puis aux postes de conversion et de livraison, sont posés sur le sol dans des fourreaux étanches (gainés PVC). Le plan des installations figure en annexe I du présent arrêté.

Article 3 : Poursuite du suivi post-exploitation

L'aménagement et l'exploitation de la centrale photovoltaïque ne doivent pas faire obstacle au respect de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 susvisé et du futur arrêté préfectoral qui fixera les conditions de suivi post-exploitation de l'ISDD de DRAMBON.

En particulier, avant le démarrage du chantier de construction de la centrale, l'exploitant réalise un balisage des équipements nécessaires pour assurer dans de bonnes conditions le suivi post-exploitation des anciens sites de stockage de déchets (réseau de collecte et de surveillance des eaux superficielles et souterraines, couches drainantes, fossés, bassins, puits, piézomètres, ...). Ces équipements doivent être maintenus en place, opérationnels et facilement accessibles le cas échéant.

Aucun aménagement n'est réalisé dans un rayon de 3 m autour des puits de lixiviats.

Article 4 : Mesures visant à garantir l'intégrité de la couverture finale et la bonne gestion des eaux

Pour ne pas porter atteinte à l'intégrité de la couverture finale de la décharge, la fixation des panneaux s'effectue hors sol grâce à des longrines ou toute autre dispositif équivalent (gabions, ...) posées directement sur les dômes, sans terrassement ni fondation préalable. De même, les câbles électriques ne sont pas enterrés mais placés dans des gaines PVC surélevées de 5 cm par rapport au sol pour ne pas gêner le ruissellement des eaux pluviales sur les dômes des décharges.

La conception des panneaux solaires utilisés doit permettre de limiter l'érosion liée à l'évacuation des eaux pluviales en pied de panneau. Des aménagements spécifiques au niveau de chaque panneau répartissent l'évacuation desdites eaux en plusieurs points.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour conserver l'intégrité de la couverture finale des décharges lors de la création des voies d'accès (800 ml sur la zone Nord et 400 ml sur la zone Sud) sur les dômes. En particulier, l'exploitant procède aux opérations suivantes :

- décaissement du sol sur une profondeur de 10 cm ;
- recouvrement de la terre par un géotextile ;
- mise en place d'une couche de roche concassée sur une épaisseur d'environ 20 cm.

Des visites régulières du toit des décharges sont réalisées afin de détecter la formation de ravines et de les traiter. En complément des visites, l'exploitant procède à des relevés topographiques suivant les modalités fixées à l'article 8.5 du présent arrêté.

Article 5 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

5.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

5.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

5.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 6 : Prévention de la production des déchets

6.1. Principe de gestion

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, les travaux d'aménagement et l'exploitation des installations, pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production, en privilégiant, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Par sa conception, la centrale photovoltaïque est réversible. Lors de son démantèlement, toutes les installations seront démontées et les toits des décharges retrouveront leur état originel. Les panneaux photovoltaïques seront recyclés ainsi que les métaux des structures supports de panneaux.

6.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue, à l'intérieur de son établissement, la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

6.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage, même temporaires, de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

6.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que la personne, à qui il remet les déchets, est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 7 : Intégration paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer la centrale photovoltaïque dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Dans le cadre de cette opération, la végétalisation du site est améliorée par de nouvelles plantations d'arbres d'essences locales aux abords du site pour limiter son impact paysager depuis les routes départementales l'entourant (R.D 104 et 959). Si besoin, les talus des décharges sont réensemencés.

Article 8 : Prévention des risques technologiques

8.1. Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques de glissement de terrains, d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus sur tout le périmètre constitué par le dôme de la décharge. Des consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

8.2. Information de l'Inspection des installations classées

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement.

Il fournira, à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui sera présenté sous quinze jours au plus tard.

8.3. Accessibilité et sécurisation du chantier

Afin de limiter les interférences entre les activités de SITA et la phase de construction du parc, l'accès principal au chantier s'effectuera par l'actuel accès pompiers situé à l'est du site, relié à la R.D 959. Un accès secondaire pourra se faire via l'entrée principale pour les activités de SITA FD, située au sud du site depuis la R.D 104. Le site est clôturé et surveillé.

8.4. Conception des locaux techniques

La centrale photovoltaïque est comprise en partie dans le zonage PPRT de Titanobel (zones b1 et b3). Les constructions doivent être conçues pour résister à une surpression incidente de type onde de choc soit d'intensité 50 mbar et de durée d'application supérieure à 150 ms (zone b1) soit d'intensité 35 mbar et de durée d'application supérieure à 150 ms (zone b3).

Les locaux techniques (postes de conversion et de livraison) doivent avoir une résistance minimale au feu de 2h. Ils sont implantés sur des zones dépourvues de végétation dans un rayon minimal de 5m. L'épaisseur des murs et le ferrailage sont renforcés pour garantir le respect des exigences du PPRT de Titanobel.

8.5. Stabilité des digues et talus

La mise en place de la centrale photovoltaïque ne doit pas conduire à diminuer, de manière significative, le niveau de sécurité des talus au glissement.

Le suivi de la stabilité des talus est assuré par des bornes et des repères judicieusement répartis, qui font l'objet de relevés topographiques semestriels permettant de vérifier la pente du talus au niveau de chaque profil. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans le rapport annuel de suivi adressé à l'inspection des ICPE.

En cas de détection d'amorce de glissement, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des installations classées et met en œuvre les mesures correctives nécessaires.

8.6. Suivi du tassement des toits des décharges

Les structures métalliques, supportant les panneaux solaires, doivent supporter sans se déformer les éventuels mouvements de terrain et donc préserver de tout désordre les panneaux solaires fixés sur la structure.

Le suivi du tassement du site est effectué par la réalisation de relevés topographiques périodiques. Un relevé sera réalisé avant et un an après la mise en place de la centrale afin d'évaluer l'évolution dudit tassement.

Tout tassement différentiel conduira l'exploitant à rétablir le profil du dôme de la décharge afin d'éviter la stagnation des eaux pluviales sur le toit de celle-ci.

8.6. Matériels électriques

8.6.1. Dispositions générales

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

En particulier, la centrale photovoltaïque sera conçue selon les dispositions des guides pratiques « *Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau* » réalisé par l'ADEME et « *C15-712 Installations photovoltaïques* » de l'Union Technique de l'Électricité.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

8.6.2. Dispositions particulières d'installation

Les panneaux solaires, les canalisations électriques et les postes de redressement (onduleurs) sont installés à l'extérieur des zones ATEX recensées.

Les câbles électriques situés sur les toits des décharges cheminent dans des fourreaux étanches (gaines PVC). Des ouvrages de franchissement au droit des pistes sont prévus afin de protéger les chemins de câbles des engins susceptibles de circuler sur les pistes. Le dimensionnement des ouvrages est réalisé afin de supporter des charges de 9 tonnes par essieu.

Des organes de coupure générale de type coup de poing, sont mis en place au niveau des locaux techniques. La coupure générale doit être visible et identifiée (exemple : « coupure réseau photovoltaïque -Attention panneaux encore sous tension »).

Les chaînes de modules photovoltaïques sont protégées des surintensités par des fusibles ainsi que les câbles reliant les coffrets de répartition des chaînes de modules vers les onduleurs.

À la mise en service de l'installation, l'exploitant procédera à une vérification par un organisme compétent de la conformité de la centrale photovoltaïque aux normes en vigueur. En particulier, la vérification comprendra un examen, par caméra thermique, de l'ensemble des connexions électriques afin de repérer les éventuels points chauds. Les installations électriques sont repérées à l'aide des pictogrammes réglementaires.

8.6. Protection contre les courants de circulation et la foudre

Les équipements métalliques (châssis, canalisations, ...) et locaux techniques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les installations de la centrale photovoltaïque, sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'Inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

8.7. Maîtrise du risque d'incendie

L'exploitant doit assurer, en permanence, un débroussaillage des dômes des décharges, des talus sur une périphérie de 50 m autour du site.

Article 9 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

9.1. Équipe d'intervention

L'exploitant constitue une équipe d'intervention mobilisable en cas de sinistre comprenant des personnels d'exploitation et de maintenance. Les membres de cette équipe doivent être spécialement formés aux différentes formes d'interventions possibles dans les installations (information complète sur les risques électriques, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Des exercices de simulation doivent être organisés périodiquement.

9.2. Plan d'Opération Interne (POI)

Avant la mise en service de la centrale, l'exploitant met à jour le POI prescrit et imposé à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2014 susvisé.

Un exercice POI est réalisé à intervalle n'excédant pas trois ans avec la participation des sapeurs pompiers. Un premier exercice sera réalisé au cours du premier semestre du début de l'exploitation de la centrale photovoltaïque. L'Inspection des installations classées est informée de la date et des thèmes étudiés avant chaque exercice POI. Le compte-rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

9.3. Entretien des moyens de secours

Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an ainsi qu'après chaque utilisation. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées. Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.

9.4. Moyens de lutte contre l'incendie

En complément des moyens déjà existants de lutte contre l'incendie sur le site, l'établissement doit disposer des moyens de lutte supplémentaires suivants :

- le parc est découpé en îlots séparés de 8 m (4 pour la zone Nord et 3 pour la zone Sud) ;

- la défense incendie sera assurée par des réserves d'eau permettant de placer tout point de la centrale à moins de 400 m de ces réserves. Pour ce faire, l'exploitant met en place deux citernes de 30 m³ pour la zone Nord et une citerne de 60 m³ pour la zone Sud. Ces réserves viennent en complément de celles existantes pour l'exploitation des ICPE habituelles de SITA FD et sont équipées d'une aire d'aspiration ;
- des extincteurs portatifs à poudre polyvalente, à eau pulvérisée et à CO₂ répartis sur l'ensemble du site d'implantation de la centrale photovoltaïque et adaptés aux risques à combattre ;
- les pistes de circulation créées sur les dômes des décharges sont d'une largeur minimale de 3 m.

Article 10 : Sanctions

Les infractions, ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté, entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 11 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 (DIJON) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 12 : Information

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairies de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Elle sera affichée dans les mairies pendant une durée minimum d'un mois.

Article 13 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, les Maires des communes de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne et le Directeur de la société SITA FD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M^{me} la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Directeur de la société SITA FD ;
- MM. les Maires des communes de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE.

Fait à Dijon le 27 JUL. 2015

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation

La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Tiphaine PINAULT

